



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Educateurs de jeunes enfants

Question écrite n° 39628

Texte de la question

M. Jean-Paul Anciaux attire l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur le statut juridique des éducateurs de jeunes enfants, notamment concernant les conditions de qualification et d'expérience de ces personnes. En effet, la loi no 89-899 du 18 décembre 1989 sur la protection de la santé, de la famille et de l'enfance prévoyait un texte réglementaire fixant « les conditions de qualification ou d'expérience, d'aptitude des personnes exerçant leurs activités dans les établissements d'accueil de jeunes enfants, ainsi que les conditions d'installation et de fonctionnement de ces établissements ou services ». En conséquence, en novembre 1995, un projet de décret a été présenté et a reçu un accueil favorable de la Fédération nationale des éducateurs de jeunes enfants. L'orientation générale de ce texte prenait, en effet, en considération la dimension éducative et sociale des modes d'accueil tout en assurant la sécurité des enfants. Or, à ce jour, ce décret n'est toujours pas promulgué, c'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer ses intentions à ce sujet.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire attire l'attention de Monsieur le ministre du travail et des affaires sociales sur le texte réglementaire annoncé dans la loi no 89-899 du 18 décembre 1989 sur la protection de la santé, de la famille et de l'enfance, ayant des incidences sur la situation professionnelle des éducateurs de jeunes enfants. Le texte auquel il est fait référence est encore à l'état de projet. Il a fait l'objet d'une très large consultation, et fait l'objet d'une nouvelle rédaction sur la base des remarques et des propositions émanant du très grand nombre de partenaires qui ont bien voulu communiquer leur position. L'objectif de ces dispositions est notamment d'adapter la réglementation, pour répondre aux problèmes rencontrés actuellement par certaines structures d'accueil, dans un esprit de souplesse, d'innovation et d'adaptation aux besoins, tout en garantissant aux parents la qualité du service assuré auprès de leurs enfants. Les travaux en cours s'attachent à trouver le juste équilibre entre les impératifs de gestion et la qualité de l'accueil assuré, avec le souci de favoriser le développement de modes d'accueil diversifiés et en quantité suffisante. La promulgation de ce décret ne pourra intervenir qu'à l'issue de cette procédure d'élaboration, après accord des différents ministères concernés et avis du Conseil d'Etat.

Données clés

Auteur : [M. Anciaux Jean-Paul](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39628

Rubrique : Crèches et garderies

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 juin 1996, page 2954

Réponse publiée le : 2 septembre 1996, page 4731